

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Confédération Syndicale des Forces Productives (COSYFOP) exprime sa profonde gratitude envers le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, pour sa décision d'accorder une amnistie aux détenus d'opinion en Algérie. Cette annonce est un pas significatif vers la réconciliation nationale et un signe d'espoir pour de nombreuses familles et individus qui ont souffert des conséquences de la répression politique.

Cependant, nous souhaitons souligner que cette amnistie doit inclure tous les détenus, sans exception. Nous appelons à ce que cette mesure concerne non seulement ceux qui ont fait l'objet de plaintes auprès des instances internationales ou des rapports des rapporteurs spéciaux de l'ONU, mais aussi tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont exprimé une opinion, une idée ou une position sur des questions politiques, sociales ou sociétales. Il est impératif que toutes les voix soient entendues et que toutes les personnes incarcérées dans des circonstances injustes bénéficient de cette amnistie.

Nous espérons vivement que cette libération sera étendue à d'autres prisonniers, tant hommes que femmes, et qu'elle s'accompagnera de mesures de réhabilitation pour ceux dont la vie a été gravement impactée par leur détention. Les détenus d'opinion ne sont pas des criminels ; ce sont des citoyens qui ont exercé leur droit fondamental à la liberté d'expression.

Nous appelons également à la fin des mesures qui ont pour but de restreindre l'activité des syndicats, des partis politiques et des individus. Chacun doit avoir la possibilité de s'exprimer, de se réunir et de participer pleinement à la vie démocratique du pays. La défense des libertés syndicales est essentielle pour la construction d'une société plus juste et harmonieuse.

Nous tenons aussi à adresser un appel aux détenus et aux familles de détenus toujours en prison : n'hésitez pas à vous engager auprès des organisations qui peuvent défendre vos droits devant les instances internationales. La COSYFOP reste à votre disposition et nos portes sont ouvertes à tous ceux et celles qui souhaitent militer pour les libertés individuelles et collectives. Ensemble, nous pouvons créer un mouvement fort en faveur de la justice et de la dignité.

Nous remercions encore le Président pour son initiative, qui reflète une volonté d'engager un véritable dialogue national, soutenant et renforçant le front intérieur tout en augmentant la force de l'Algérie face aux défis qui l'entourent dans le contexte international actuel, complexe. Ensemble, nous œuvrerons pour une Algérie qui répond à nos espoirs et à nos rêves communs, fidèle au serment du 1er novembre 1954.

**Alger le : 01/11/2024**

**Le bureau national**